

CIBLE

Mal-élevés

Le scandale provoqué par ceux qui ont sifflé *La Marseillaise* lors d'un match entre l'équipe de France et celle d'Algérie continue de marquer douloureusement les mémoires.

Récemment, une vedette du football n'hésitait pas à dénoncer la manipulation des sportifs par des ministres incapables de comprendre les émotions collectives et de conserver la maîtrise de situations qui peuvent changer soudainement. Les bonnes intentions de Marie-George Buffet ne pouvaient effacer la tension due à la période, ni l'absence d'organisation.

Mais c'est le roi du Maroc qui a eu les mots décisifs : « *L'équipe de France a battu l'équipe nationale du Maroc 5-0 à Casablanca et elle a été applaudie... Si l'équipe de France avait joué en Algérie, elle aurait été ovationnée !* » a déclaré S.M. Mohammed VI à *Paris-Match* après avoir déploré le manque d'éducation des perturbateurs, qui n'a « rien à voir avec le nationalisme ».

Voici l'affaire ramenée à sa juste mesure. Des voyous sur un stade, cela ne saurait remettre en question les relations entre les peuples ni pousser aux affrontements religieux.

MONNAIE

Le krach de l'€uro

Alternative

L'Amérique en échec

p. 5

Maroc

Un roi parle

p. 2

Le Maroc, l'islam, le monde

Notre journal n'est pas voué à faire l'apologie de n'importe quel prince ou monarque, pourvu qu'il porte ce titre. Mais quand un roi se comporte effectivement comme le premier serviteur de son pays et allie avec intelligence les traditions nationales au développement économique, nous ne saurions cacher notre attentive sympathie.

L'entretien que le roi du Maroc a accordé à *Paris-Match* est à lire dans son intégralité (1). Les royalistes y trouveront d'amples satisfactions. Mais il faut avant tout recommander la lecture des trois pleines pages publiées par notre confrère à tous ceux qui reprennent les postures et les slogans à la mode.

Tels que les a recueillis Anne Sinclair, les propos de Mohammed VI rappelleront à certains « souverainistes », qui font l'impasse sur l'exercice de la souveraineté politique, que celle-ci trouve sa pleine réalité lorsqu'elle s'incarne dans la personne d'un roi légitime. C'est la légitimité historique et populaire qui donne au détenteur du pouvoir politique la force de faire utilement son métier : « *Mon métier de roi fait que je suis le premier serviteur des Marocains* », dit cet homme de 38

ans qui est aux affaires depuis deux ans. Cette formule est banale à nos yeux, mais elle implique un certain comportement sur le « terrain » qui est cher aux « pragmatiques ». Il ne suffit pas de serrer les mains : la présence royale en un certain lieu est à la fois riche de symboles et de promesses.

Par exemple, le souverain alaouite s'est récemment rendu dans le sud du pays, berceau de sa famille, que son père avait négligé de visiter au grand dépit de la population locale. Il est allé jusqu'à M'Hamid, minuscule village aux portes du désert, qui « a valeur de symbole, car c'est là que mon grand-père, feu S.M. Mohammed V, a, pour la première fois, en 1958, évoqué la marocanité du Sahara ». Visite significative, mais point tournée vers le passé puisque le roi s'occupe activement de rééquilibrer le développement touristique du Sud d'une

manière que nous ne pouvons résumer ici mais qui réjouira tous les amoureux de la région.

Mohammed VI serait-il le roi des régions délaissées, et se reconnaît-il dans l'image du « roi des pauvres » évoquée par Anne Sinclair ? Non pas. Un roi aimé par son peuple n'a pas besoin de cette image-rie démagogique ; il est « *le roi de tous les Marocains, les pauvres, les riches et les autres* » qui veut que l'État mène une lutte active contre la pauvreté. C'est aussi le roi des Arabes et des Berbères (le roi est à moitié berbère) qui règne sur « *le pays d'Afrique du Nord le plus mélangé. On y trouve la culture andalouse, la culture africaine, la culture juive, la culture arabe, incontournable* » qui font, comme la culture et la langue berbères, partie intégrante de l'identité marocaine. Avis aux « différentielistes » de tous les

pays qui oublient le principe d'unité nationale.

Mais ce sont surtout les fanatiques de toutes religions, les fauteurs de guerre civile qui reprennent l'idée imbécile du « choc des civilisations », qui devraient méditer les actes et les paroles d'un souverain musulman reconnu comme Commandeur des Croyants.

Après les attentats du 11 septembre, c'est le roi lui-même qui a voulu qu'une cérémonie réunisse des représentants des communautés juive, musulmane et chrétienne en la cathédrale de Rabat. Dans *Paris-Match*, il condamne au nom de sa religion (car « *L'islam c'est la vie* ») les attaques-suicide et s'affirme sur ce point solidaire des États-Unis contre le terrorisme. Jugeant que « *le sort fait aux femmes en Afghanistan est infâme et intolérable* », il constate que les bombardements américains tuant des civils afghans « *aggravent les frustrations qui nourrissent tous les extrémismes* ». Et de faire observer en termes diplomatiques qu'il aurait « *préféré que les puissances occidentales s'interrogent avant ce drame [du 11 septembre] sur la façon dont elles font régner l'ordre dans le monde* ». Il n'y a donc pas de « *choc des civilisations* » (surtout pas au Maroc qui est « *un véritable buvard* ») mais la nécessité de trouver des solutions politiques aux conflits qui martyrisent différents peuples et diverses nations.

Yvan AUMONT

(1) *Paris Match*, 8 novembre 2001. Toutes les citations sont tirées de cet entretien. Nous pouvons fournir une photocopie de ce texte (joindre 5 F en timbres pour les frais).

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

BIEN-VEILLER : DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND REBOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Une lettre pour le Gouverneur - p.3 : Ils s'obstinent ces canibales - p.4 : Coups bas et coups fourrés - p.5 : L'Europe absente - p.6/7 : La fin du laisser faire - p.8 : Lisez Stanko Cerovic - p.9 : Pour un dialogue des civilisations - p.10 : Un Français dans l'Armée rouge - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Interrogatoire

Un laxisme sécuritaire

La loi sur la sécurité quotidienne est votée ! A la suite d'une plainte déposée par Philippe de Villiers et Georges Sarre, qui nous soupçonnent de laxisme post-soixante-huitard, nous avons été soumis à l'interrogatoire d'un camarade-citoyen et d'un capitaine de paroisse, avant d'être déferés devant le tribunal du Bien-Penser.

I nterpellés sur une route de campagne à cent kilomètres d'un « fest-noz », alors qu'ils circulaient en compagnie d'immigrés afghans sur des véhicules suspects (véhicules biplaces) dont les sacoches ont été minutieusement explorées et qui recelaient un chat (égyptien) d'une espèce sanguinaire, fouillés au corps par des agents d'une société privée, trouvés en possession de talc pouvant servir à de fausses alertes au charbon, plusieurs rédacteurs de *Royaliste* ont été interrogés par deux magistrats-instructeurs du tribunal populaire de Schnock-le-Zhoutre, section antiterroriste.

Instructeur A : La nouvelle loi sur la sécurité prévoit la déclaration préalable des « rave », le contrôle des animaux dangereux, la palpation par agent de milice privée, les perquisitions nocturnes des caves, la répression renforcée des escroqueries à la carte bancaire. Reconnaissez-vous les faits qui vous sont reprochés ?

Suspect Fernoy : Je hais la techno. C'est le chat qui est afghan, et nos copains qui sont égyptiens. J'ai avalé ma carte bancaire pour que la machine ne la mange pas.

Instructeur B : Vous noyez le poisson ! Êtes-vous de gauche, pour la nouvelle loi ? Ou dénoncez-vous son laxisme comme la droite ?

Suspect Delranck : Les députés chevènementistes la trouvent trop laxiste, et la droite a voté les amendements antiterroristes.

Instructeur A : Ne cherchez pas à brouiller les cartes !

Suspect Blangy : Notre journal trouve justifiée la déclaration préalable des bals nocturnes qui font du bruit. Mais les perquisitions de nuit qui ne concernent pas les locaux d'habitation nous inquiètent : va pour les caves et les garages, mais si on utilise ce texte pour perquisitionner les locaux des partis politiques et des syndicats...

Instructeur B : Trêve de bavardages. Si vous ne nous faites pas confiance, je vous mets en examen pour outrage à magistrat et insulte à policier.

Suspect Blangy : Camarade-citoyen, j'ai confiance dans la justice de mon pays. Et je respecte tellement la police nationale que je proteste vivement contre cette loi qui autorise des agents privés de sécurité à pratiquer la fouille au corps dans les aéroports, les grands magasins, les musées. Les contrôles de police sont pénibles. Mais au moins qu'ils soient effectués par des fonctionnaires expérimentés, connaissant le droit et généralement respectueux de ses règles.

Instructeur A : La sécurité est un marché comme les autres ! Il s'autorégule par des

agents privés qui répondent à la demande de protection des consommateurs par une offre adéquate de sécurité, moyennant un prix. Assez pinaillé. Jurez de respecter la nouvelle loi !

Suspect Fernoy : Laquelle ? Dans *Le Monde*, on écrit que « *les députés se prononcent sur le dispositif antiterroriste du gouvernement* » alors qu'on nous annonçait une loi sur la « *sécurité quotidienne* ». Quel est le rapport entre Ben Laden et les chiens méchants ? Entre l'ouverture du coffre d'une guimbarde à Saint-Rémy-sur-Deule et le lancer de Boeing sur gratte-ciel ?

Suspect Delranck : De plus, les mesures antiterroristes ne sont valables que jusqu'en 2003. C'est donc une loi dictée par des circonstances exceptionnelles, comme qui dirait une loi d'exception.

Instructeur B : Cette insolence est insupportable. Je vous colle en garde à vue. Motif : « *Rit et fait rire ses camarades quand l'heure est grave* ». Et maintenant, répondez : êtes-vous pour ou contre la loi ?

Suspect Blangy : Nous sommes contre le laxisme sécuritaire.

Instructeur A : Vous fuyez le débat. Votre lâcheté sera punie !

Suspect Fernoy : Monsieur le Capitaine, le mélange de deux concept antinomiques

est furieusement tendance : on parle de « *fédération des États-nations* », de « *croissance stable* », on peut donc dénoncer la molle dureté du laxisme sécuritaire.

Instructeur B à instructeur A : Cette femme est folle. Il faut la faire enfermer.

Suspect Delranck : Moi aussi, car j'hallucine. Quand M. Vaillant appelait à un renforcement de la répression, des détenus s'évadaient d'une prison par hélicoptère (bravo Vigipirate !), le meurtre de deux policiers déclenchait d'impressionnantes manifestations de rue (les plus importantes depuis dix ans) de leurs collègues, tandis que le gouvernement entraînait dans la polémique en agressant des magistrats qui, comme les policiers, manquent désespérément de moyens.

Le désordre de cette fin de régime est inouï. Regardez la Corse : les assassinats se succèdent, et le ministre de l'Intérieur ajoute à l'anarchie en annonçant que les détenus corses seront regroupés à Borgo, ce qui ne satisfait pas les indépendantistes et met en fureur le Premier ministre. Lequel désavoue son ministre – ce qui provoque la colère des familles et des amis des détenus. Le mélange de laxisme et d'autoritarisme est toujours explosif.

Suspect Fernoy : Parmi les députés qui ont voté la loi et parmi ceux qui ont souhaité son durcissement, combien ont eu maille à partir avec la justice ? Et combien sont en examen ? Ces grands répressifs sont laxistes avec eux-mêmes, sinon ils se passeraient les menottes.

Instructeurs A et B : Tout rassemblement de plus de trois personnes dans l'entrée d'un immeuble est interdit. Vous êtes en état d'arrestation.

Le chœur des criminels : Nous ne sommes que trois ! Ce n'est pas une entrée d'immeuble !

Ils sont prestement bâillonnés par des agents privés, tandis qu'un psychiatre prescrit des doses massives de pilules du Bonheur Conforme.

Colonel SPONZ

Sale affaire à Pessac

Ils sont vraiment devenus fous ! Un ouvrier travaillant à la mise en sachets de pièces en euros a été mis en examen pour sabotage et risque une lourde peine de prison en raison d'erreurs dans le conditionnement de la prétendue monnaie européenne.

L'affaire est d'une étonnante complexité. Les pièces de monnaie en euros sont fabriquées à l'usine d'État de Pessac, non loin de Bordeaux. Cette usine a sous-traité la mise en sachets (appelés « kits de lancement ») de lots de pièces en euros à une entreprise privée, qui est une filiale du SERNAM (Service National de la Messagerie) qui est une filiale de la SNCF. Cette sous-traitance s'explique par le fait que les ouvriers des usines d'État ont un statut qui les protège, alors qu'une entreprise privée peut exploiter au maximum son personnel.

Tel est le cas. L'entreprise privée embauche, parmi d'autres personnes, un ouvrier en CDD qui est chargé de la conduite de six chaînes de conditionnement. Comme la sous-traitance est plus rentable si on ajoute au sous-paiement les sous-effectifs, ce salarié fait le travail de deux ouvriers.

Après plusieurs mois, on découvre que de nombreux sachets d'échantillons sont défectueux : il manque une pièce de monnaie dans le « kit » ! Il faut donc rapatrier des milliers de sachets à Pessac pour recomptage. On imagine le coût de l'opération, faite sous bonne escorte dans les deux sens, et la colère des dirigeants de l'entreprise qui voient leurs gains partir en fumée. Elle retombe sur la tête du CDD du bout de la chaîne.

Plainte est déposée contre l'homme, qui se retrouve mis en examen pour « sabotage » (1).

Or le sabotage est un crime, qui consiste à porter atteinte aux intérêts de la nation par des dégradations sur des biens. Traduit en Cour d'assises, le « saboteur » est passible de quinze ans de prison. La disproportion entre la peine encourue et la faute éventuellement commise est énorme, et cette scandaleuse affaire provoque la mobilisation du syndicat CGT de l'usine des Monnaies de Pessac.

L'entrée de l'usine de conditionnement a été refusée aux syndicalistes, ce qui ne les a pas empêchés de dénoncer un autre scandale : selon les déclarations de Michel Mano, secrétaire du syndicat CGT, à notre confrère *Bastille République Nation* (2) « c'est en effet sur fonds publics qu'ont été financés tous les investissements de bâtiments, d'infrastructures, des machines et d'informatique qui ont été mis gracieusement à la disposition du SERNAM ». Il faut que toute la lumière soit faite sur la sale affaire de Pessac.

Annette DELRANCK

(1) Voir *Le Monde* des 29 septembre et 12 octobre.

(2) cf. le dossier publié dans le numéro 9 (22 octobre 2001) de *Bastille République Nation*.

Les patrons montrent les dents

Le 24 octobre dernier, cinquante-six grands patrons français publiaient dans le quotidien *Les Echos*, un manifeste réclamant à Lionel Jospin de revenir sur le volet licenciement du projet de loi de modernisation sociale.

Il s'agit là du dernier acte de la « guéguerre » que se livrent patronat et gouvernement depuis le 10 octobre 1997 (1).

Bien que le patronat continue de déclarer qu'il ne fait pas de politique, qu'il se contente de gérer, avec réalisme, ses entreprises, et qu'il aimerait bien qu'on n'entrave pas son action car lui seul sait ce qu'il convient de faire, on est bien obligé de constater qu'il s'immisce de plus en plus souvent dans le débat politique. Ce qui est, somme toute, logique. Le patronat occupe le terrain déserté par une droite déliquescence, au projet politique et économique aux contours mal définis, devenant ainsi la seule force d'opposition crédible. Songeons qu'il n'y a pas si longtemps, il reprochait aux organisations syndicales de faire de la politique et que partant de là, il estimait impossible de nouer les fils d'un dialogue social constructif. Aujourd'hui, si les dites organisations syndicales ne se contentaient pas de co-gérer le système elles auraient beau jeu de mettre le patronat face à ses contradictions...

Adopté en juin par l'Assemblée nationale, le projet de loi de modernisation sociale est actuellement en discussion au Sénat où la droite, cédant aux injonctions du groupe de pression patronal, est revenue sur toutes les dispositions sociales du texte ; il devrait de nouveau passer devant les députés en décembre prochain. Que lui reprochent nos cinquante-six dirigeants d'entreprises ? D'abord, une définition trop restrictive du motif de licenciement économique. Le projet de loi n'autoriserait pas les licenciements destinés à sauvegarder la compétitivité d'une entreprise (raison invoquée récemment par Danone pour expliquer la fermeture des usines Lu). Ensuite, la procédure à suivre en cas de licenciement « appauvrirait » le dialogue social. Elle prévoit, en effet, la nomination d'un expert qui pourrait examiner les motifs de licenciement, puis le possible recours à un médiateur, enfin l'éventuelle intervention de l'administration. Enfin, l'obligation pour les dirigeants d'entreprises d'informer les responsables du personnel avant toute annonce aux actionnaires ou à la presse.

Ce projet de loi de modernisation sociale est pourtant bien timide. Gageons que le patronat français, qui regorge d'idées lorsqu'il s'agit d'entretenir la lutte des classes mais qui ne brille guère par son dynamisme (la manière dont Ernest-Antoine Seillière a géré ses affaires à AOM est à cet égard significative), a déjà trouvé les moyens de le contourner. Ce n'est donc pas ce projet qui entravera la liberté patronale de licencier.

Nicolas PALUMBO

(1) Ce jour-là, le gouvernement imposait les 35 heures et poussait Jean Gandois, patron des patrons, à la démission.

L'Amérique en échec

Washington peut-il perdre en Afghanistan ? La guerre va durer pendant et après le ramadan et l'hiver. Certains parlent même de quatre ans. En vain...

Que cherche l'Amérique en Afghanistan ? Ben Laden et Al-Qaïda ? Au lieu d'une opération chirurgicale, limitée et ciblée, elle a engagé une guerre totale, la seule qu'elle connaisse, contre un pays entier et bientôt tous azimuts. Elle l'a fait de surcroît sans s'en donner les moyens : quelques avions à la fois, contraints de ravitailler en vol, et sûrs de manquer 60 % de leurs objectifs tant ceux-ci sont imprécis et fréquemment dissimulés par des tempêtes de sable. Bilan : quelques tentes et autres ruines. Cinq mille hommes des divisions de montagne seraient en route pour l'Ouzbékistan là où, dans la guerre du Golfe, ils étaient cinq cent mille. Peut-être finiront-ils d'ailleurs par être 500.000 en arrivant au port... Souvenons-nous du Viêt-nam !

Ceux des Afghans qui ont traversé vingt-trois ans de guerre sont rien moins qu'aguerris. Les autres sont partis : quatre millions de réfugiés. Sur qui compter à l'intérieur pour renverser les talibans ? Même en admettant que les Américains ou les forces de l'Alliance du Nord prennent Kaboul, même s'ils réussissent à s'emparer de Ben Laden, pourraient-ils crier victoire ? La bannière étoilée flottant sur le palais présidentiel à Kaboul serait certes une réponse à ceux qui tramaient calmement de faire flotter le drapeau vert (de l'Islam) sur la Maison Blanche. Mais qu'est-ce que tout ceci signifie ?

Les Américains se trompent de guerre. Ils se trompent d'ennemi, ils se trompent d'endroit et ils se trompent d'armes. Ce n'est pas nous qui le disons mais l'hebdomadaire *The Spectator* de Londres.

Ils ont le choix entre persister ou changer de stratégie. Par atavisme, ils risquent de persister dans leurs erreurs, comme au Viêt-nam. Si par contre ils avaient le courage politique de reconnaître qu'ils sont allés trop vite, trop loin et trop fort, peut-être pourraient-ils reconstituer une coalition qui n'a jamais vraiment pris corps et regagner la bataille de l'information qu'ils ont d'ores et déjà perdue. Là est le véritable enjeu.

La coalition : il n'y en a pas. Les États-Unis sont seuls avec pour seul allié la Grande-Bretagne. Les engagements pris par la totalité des autres intervenants, y compris la France, l'Ouzbékistan, la Russie, la Chine ou le Pakistan, sont strictement limités.

L'opinion publique internationale : totalement acquise la semaine du 11 septembre, elle s'est retournée dès que le président Bush a eu l'imprudence de décréter : qui n'est pas avec nous est contre nous. Dans tous les cas de ce genre, le politicien le plus débutant le sait, on perd la majorité. Il n'y a pas de question morale là-dedans mais un simple effet mathématique. La majorité des gens n'aiment pas avoir à choisir. On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. Le jour de ce discours, l'opinion a basculé.

Comment réparer l'irréparable ? En arrêtant tout, en reformant la forteresse Amérique, en rapatriant les « boys » pour qu'ils gardent le sol américain jusque dans le moindre bureau de poste ? Ou en apprenant les langues étrangères, en « retournant » immigrants et réfugiés pour qu'ils témoignent toujours davantage d'un modèle de civilisation au lieu de passer pour des traîtres et des repoussoirs, bref en se convertissant au monde ? Fermeture sur soi, ouverture au monde : les choix mettent en jeu le mode de vie américain dans son tréfonds. L'Amérique est-elle prête à se remettre en question ? A accepter le débat, une fois passée la vague patriotique ? Rien n'est moins sûr.

Qui lui tiendra ce langage de vérité ? Si personne n'est disponible à l'intérieur, le message doit venir d'ailleurs. Pourrait-il venir de France ? Pour le moment, elle joue profil bas, très bas même. Mais elle n'a pourtant pas attiré l'ire des Américains, ce qui en dit long sur leur propre résolution. Ils ne sont pas si sûrs d'eux-mêmes pour n'avoir jamais fait de remarque désobligeante à notre égard. Parce que nous avons su leur donner le change ? Ou que nous sommes pour eux une sorte de joker à utiliser en cas de panne ? A nous de bien jouer ce joker : on ne le joue qu'une fois. Le jour venu, et il risque de venir plus tôt qu'on ne le croit, il ne faudra pas se tromper de discours. Ce ne pourra être que le discours de l'universalisme, un nouveau discours de Phnom Penh (De Gaulle en 1966 face à l'extension de la guerre au Viêt-nam).

Yves LA MARCK

♦ **BELGIQUE** – C'est par une suite de 101 coups de canons que les Belges ont appris la naissance le 25 octobre d'une petite princesse, premier enfant du prince héritier Philippe (41 ans) et de son épouse la princesse Mathilde (28 ans). L'enfant portera les prénoms d'Élisabeth, Thérèse, Marie, Hélène. Elle prend la seconde place dans l'ordre de succession puisque, depuis la modification constitutionnelle de 1991, les femmes peuvent monter sur le trône. Cette naissance a provoqué une grande joie populaire et mis du baume au cœur de nos amis belges toujours anxieux du devenir de la Belgique et pour lesquels la monarchie et la famille royale restent le ciment du pays. Comme l'écrivait *La Libre Belgique* : « Ce bébé est en quelque sorte, sans qu'il le sache, le bébé de la Belgique et d'une très grande majorité des Belges », aujourd'hui « l'avenir belge a un visage ».

♦ **ROUMANIE** – Le 80^e anniversaire du roi Michel I^{er} de Roumanie a été marqué par de nombreuses manifestations et la publication de plusieurs livres. La plus importante d'entre elles a eu lieu à Genève, où la princesse héritière Margarita et son époux le prince Radu avaient organisé une réception en l'honneur du roi en présence de nombreuses personnalités et de membres éminents des familles royales européennes. L'ambassadeur de Roumanie auprès des Nations Unies, M^{me} Anda Filip, ainsi que M. Robert Kramer représentant la Confédération helvétique y prirent la parole. En Roumanie même, le roi avait ouvert au public les jardins du Palais Élisabeth à Bucarest où il a reçu l'hommage et les félicitations de ses concitoyens.

♦ **IRAN** – A plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, les matchs de football où se produisait l'équipe nationale iranienne ont donné lieu à de violentes manifestations anti-gouvernementales sanctionnées par une répression musclée et des arrestations. A la suite de cela, la police iranienne a fait la chasse et supprimé de nombreuses antennes satellitaires des toits de plusieurs quartiers de Téhéran. Elle estime, en effet, que c'est la réception des deux chaînes de télévision monarchistes, émettant en persan depuis Los Angeles, qui provoque ces révoltes de la jeunesse.

♦ **BULGARIE** – Coincé entre les diktats du FMI et la situation sociale très difficile dont il a hérité, le gouvernement du roi Simeon dispose aujourd'hui d'une marge de manœuvre assez réduite et a vu, après trois mois de pouvoir, sa cote baisser dans les sondages bien que le roi reste la personnalité qui jouisse du taux de confiance le plus élevé. Le roi s'était donné 800 jours pour redresser la situation du pays. 100 sont seulement passés et ce ne sera qu'au terme que l'on pourra juger si le pari aura été tenu.

Les annonces publicitaires défilent, les grands médias publient des reportages édifiants, les quotidiens financiers publient une chronique régulière sur le « passage à l'euro » et pourtant rien n'y fait : l'opinion publique française reste indifférente, quand elle n'est pas hostile, et il en est de même dans les autres pays concernés. Tenu pour invraisemblable il y a quelques mois, l'échec de la prétendue « monnaie européenne » paraît possible. Sylvie Fernoy et Bertrand Renouvin démontrent quant à eux que le krach de l'euro est certain et affirment que l'élimination de cette monnaie illusoire est nécessaire.

● **Maria Da Silva** : Annoncer l'échec de l'euro dans un livre qui paraît moins de deux mois avant la mise en circulation de cette monnaie, c'est prendre le risque d'un démenti rapide et cinglant. Bertrand Renouvin : Nous prenons un risque sur notre réputation personnelle, sur nos capacités conjointes d'analyse et de prévision. C'est très peu de choses par rapport à l'importance de l'enjeu. Il ne s'agit pas de prophétiser l'échec d'une théorie économique car, pour l'essentiel, la monnaie ne relève pas du domaine de l'économie. Nous n'avons pas eu non plus l'intention de parier sur un amoncellement de difficultés techniques aboutissant à une situation de chaos. La monnaie est fondamentalement politique. Elle contient une violence qui serait décuplée si les milieux dirigeants européens parvenaient à imposer l'euro.

● **Maria Da Silva** : La démonstration n'est pas facile à faire !

Sylvie Fernoy : Il suffit d'écouter attentivement le message médiatique. Que disent Jean-Pierre Pernaut et ses confrères quand ils annoncent un petit reportage édifiant sur les écoliers qui manipulent les nouvelles pièces ou sur nos « braves vieux » qui sont éduqués à l'euro par de sympathiques bénévoles ? « Il va falloir s'y mettre ! ». Ce qui implique une obligation : tout

le contraire du désir impatient de voir arriver « l'euro, notre monnaie » que la publicité tente de mettre en évidence.

Bertrand Renouvin : Beaucoup de citoyens ont transformé l'injonction en fatalité : « Il va bien falloir s'y mettre ». Mais comme toute corvée inévitable, l'obligation de compter en euro est reportée après le 1^{er} janvier 2002. C'est comme pour le paiement des impôts : on attend le dernier jour, les dernières minutes avant minuit. Le passage à l'euro est considéré comme une épreuve, qui est appréhendée et qui sera subie dans la résignation.

● **Maria Da Silva** : Cela ne prouve pas l'impossibilité de l'euro. Il y a une très classique « résistance au changement » mais si une majorité de Français continue de penser qu'on n'y peut rien, l'euro finira par s'imposer.

Sylvie Fernoy : Prenons les choses dans l'ordre ! On présente le passage à l'euro comme un exercice technique qui, finalement, nous facilitera la vie : l'euro, c'est plus simple quand on voyage à l'étranger. Or la propagande infantiliste du ministère des Finances est restée inopérante : plus l'échéance se rapproche, plus l'impression de contrainte se répand. Mais nous en sommes encore au stade des appréhensions puisque nous continuons à comp-

ter en francs et à utiliser les pièces et les billets habituels, sans nous entraîner mentalement à la conversion francs/euros. Au début de l'année prochaine, le choc n'en sera que plus rude.

Bertrand Renouvin : Quand on retarde jusqu'au dernier moment le paiement d'un impôt, on reste dans une série d'opérations abstraites : on signe un chèque, qui est débité quelques jours plus tard sur un compte dont le solde est positif ou négatif en fin de mois. La mise en circulation de l'euro implique des opérations concrètes, pluri-quotidiennes. Ce sont des pièces et des billets qu'on a dans la main, qui permettent d'acheter des choses humbles et indispensables - la baguette de pain, le petit noir au comptoir, le journal du matin. Mais ces pièces et ces billets tout à fait concrets sont des signes et des symboles qui, depuis que la monnaie existe, nous relient au souverain en chair et en os, et plus généralement au pouvoir politique, à l'histoire, à la nation. Or l'euro n'évoque rien, ne renvoie à rien.

A proprement parler, la conversion du franc en euro ne signifie rien. Voilà pourquoi le peuple français, comme les autres, est longtemps demeuré indifférent - avant de commencer à éprouver une sourde crainte.

Eurocratie

Songes et mensonges

● **Maria Da Silva** : Tel est peut-être l'avantage, ou le risque, de l'opération : n'ayant pas ou peu la religion du franc, nous nous convertirons sans trop de peine à un moyen de paiement banalisé, après avoir franchi avec plus ou moins de difficultés les obstacles psychologiques à l'adoption de la nouvelle monnaie.

Sylvie Fernoy : L'utilisation du vocabulaire religieux (la « conversion ») est intéressante mais, justement, elle empêche de parier sur une banalisation rapide de la prétendue « monnaie européenne ». Les milieux dirigeants et leurs conseillers en communication ont voulu réduire l'euro à un instrument plus efficace que les monnaies nationales, que quelques opérations publicitaires rendraient attrayantes. Quant à l'efficacité, c'est raté : les opérations par

chèque avec l'étranger et par carte bancaire sont lourdement taxées par les banques, le calcul du rapport franc/euro est d'une complexité décourageante et la hausse des prix précède la mise en circulation de l'euro. Mais surtout, les promoteurs de l'euro ont voulu ignorer une vérité que nous rappelons dans notre livre et qui a été établie bien avant que l'euro ne soit envisagé : toute monnaie contient une charge violente, qui peut exploser si on ne la manipule pas avec soin - c'est-à-dire si on fait des erreurs de politique monétaire.

Quant aux obstacles psychologiques, ils seraient certainement surmontables si la relation à la monnaie était d'ordre personnel : la nostalgie du bon vieux franc peut passer rapidement et, au bout de quelques années (mais pas

de quelques semaines !) nous pourrions nous habituer à reconnaître les nouveaux billets et les nouvelles pièces. Mais toute monnaie est politique, elle est toujours l'acte d'un pouvoir souverain, ce qui suppose que ce pouvoir existe effectivement (sous la forme du gouvernement, des assemblées représentatives, de l'administration - de l'État) et qu'il soit reconnu comme tel par le peuple. Réduire le domaine du symbolique à des attitudes psychologiques est une lourde erreur, dans laquelle les milieux dirigeants sont enfoncés. Avoir confiance dans une monnaie, c'est une manière décisive de tenir pour légitime le pouvoir souverain.

● **Maria Da Silva** : C'est un langage qui est familier aux royalistes. Mais allez expliquer cela à des citoyens qui ne sont pas nourris de philosophie politique...

Bertrand Renouvin : Ce n'est pas compliqué. Il suffit de faire remarquer que beaucoup de Français lient de manière toute spontanée la défense du franc et la défense de la France. Cette réaction est peu visible car certains de nos concitoyens, surtout dans les milieux modestes, ont honte d'exprimer leur patriotisme monétaire : ils croient que personne ne partage ce sentiment parce que des gens importants affirment à la télévision que la défense du franc est ringarde,

et que le patriotisme est dépassé.

On ne trouvera pas le thème de la « défense du franc » dans notre livre, mais le lien spontanément établi par certains de nos concitoyens entre la France et le franc montre bien que certains, plus nombreux qu'on ne le pense, confondent d'une manière qui est pour eux toute naturelle la monnaie nationale et la souveraineté de la nation. A ceux-là, nous voulons dire qu'il n'est pas honteux de penser ainsi, qu'il ne sera pas absurde de refuser l'euro à partir de janvier prochain - bien au contraire.

● **Maria Da Silva** : Encore une fois, comment ?

Sylvie Fernoy : En leur racontant l'histoire du débarquement de Normandie ! C'est ainsi que commence notre livre : quand de Gaulle débarque sur le sol de France, quand il se rend à Bayeux récemment libérée, quand il se heurte violemment aux Anglais et aux Américains à la veille du débarquement, il exige que la monnaie française circule immédiatement dans le petit territoire qui vient d'être libéré et il s'oppose avec une énergie farouche aux billets d'occupation que les Américains ont fait fabriquer. Pour le Général, la monnaie est le signe immédiat et tangible de la souveraineté française, telle que l'affirment les administrateurs civils qui agissent selon les instructions du gouvernement d'Alger.

● **Maria Da Silva** : Peut-on établir une analogie entre l'euro et le mark d'occupation ou avec la fausse monnaie américaine de 1944 ?

Bertrand Renouvin : Non ! Établir ce type de comparaison conduit à opposer une reconstitution héroïque à une illusion monétaire. Car l'euro est une monnaie illusoire. Elle ne procède même pas de la force brute, que ce soit l'armée allemande d'occupation ou les décisions unilatérales de Roosevelt. L'euro n'est pas l'acte d'un pouvoir souverain puisqu'il n'y a pas d'État européen et les organismes monétaires qui « gèrent » cette

simili monnaie (la Banque centrale européenne et le réseau des banques centrales nationales) ne sont soumis à aucun contrôle démocratique. Enfin, il faut souligner que la création de l'euro n'a pas été entérinée par le traité de Maastricht, mais décidée en 1995 lors du sommet européen de Madrid sans consultation populaire antérieure et sans consentement ultérieur puisqu'il n'y a pas eu, dans notre pays, de référendum sur les traités d'Amsterdam et de Nice.

● **Maria Da Silva** : Si l'euro est une monnaie impossible, pourquoi faire campagne contre sa mise en circulation ?

Sylvie Fernoy : Pour mettre en évidence le mensonge de l'oligarchie, qui présente l'euro comme un progrès pour l'Europe alors que la volonté des grands industriels et des financiers est d'utiliser l'euro pour diminuer les salaires et pour réduire au minimum les politiques sociales. Plus largement nous voulons montrer que le rigorisme monétaire et budgétaire provoque depuis bientôt vingt ans une immense souffrance sociale. Pour mettre un terme à cette régression insupportable, il faut que l'oligarchie soit mise rapidement en échec. Tel est l'enjeu de la bataille de l'euro. Elle ni désespérée, ni même défensive. En conjuguant nos efforts avec ceux qui déploient d'autres organisations, en France et en Europe, nous pouvons gagner. Notre livre est écrit dans la perspective de cette victoire.

BERTRAND RENOUVIN
SYLVIE FERNOY



LE KRACH DE L'EURO

Prix franco : 90 F

◆ Non à la fausse monnaie !

Un économiste républicain

Contre l'idéologie dominante, à l'écart des projecteurs braqués sur des experts plus ou moins intéressés, Jacques Sapir démontre l'échec théorique et explore les impasses d'une dogmatique scientifique avant d'exposer les principes et la méthode d'une refondation de l'économie politique.

La volonté de combattre l'hégémonie des États-Unis et la guerre américaine en Afghanistan ne sauraient nous empêcher d'approfondir notre connaissance de la « République impériale », toutes passions retenues. Ou du moins de tenter de comprendre la vie politique américaine, qui est d'une très grande complexité.

Un récent numéro du *Débat* (1) contribue largement à cet effort de clarification. Outre un intéressant article d'Eddy Fougier sur la présidence de Bill Clinton, les américanologues débutants ou confirmés liront avec attention l'étude de Michael Lind qui affirme, après d'autres auteurs, que « l'idéologie et la région sont aux États-Unis des succédanés de la race et de l'appartenance ethnique ». Suit une minutieuse exploration ethnographique des « tribus » politiques américaines, de 1789 à nos jours. Il est conseillé de la lire plume à la main, car le voyage est déroutant pour un européen. Mais le jeu, de pistes et de cartes, vaut la peine.

L'intérêt de cette livraison tient aussi à la publication de plusieurs articles sur les aspects juridiques de la globalisation, marquée par la progression de la « common law » anglo-saxonne. La controverse entre Renaud Denoix de Saint Marc, Laurent Cohen-Tanuggi, Mireille Delmas-Marty et Emmanuel Todd est à tous égards remarquable.

Maria DA SILVA

(1) *Le Débat*, n° 115, mai-août 2001. Gallimard, prix franco : 100 F.

Il est rare que des économistes placent en tête de chacun de leurs chapitres une plaisanterie qui met à mal leur profession. Vous connaissez celle du banquier russe qui commente la crise financière de 1998 ? « Les économistes ne sont pas la solution du problème, ils sont le problème ».

C'est drôle, mais un peu triste car la réaction du banquier de ce grand pays sauvagement libéralisé rappelle les boutades que se lançaient les Russes à l'époque soviétique. Ils disaient par exemple que le capitalisme était l'exploitation de l'homme par l'homme, et le socialisme l'inverse. Aujourd'hui ils sont retournés au capitalisme pour connaître la misère sous une autre forme, mais toujours la même misère.

C'est là un résumé teinté d'amertume, mais celui qui veut savoir précisément ce que furent le système soviétique d'« économie mobilisée », la transition vers le capitalisme et les crises afférentes, liront avec profit les précédents ouvrages de Jacques Sapir (1) qui enseigne dans la discrétion à Paris et à Moscou, et qui lance parfois des cris d'alarme dans l'indifférence générale alors que les charlatans peuplent les basses-cours et les avant-scènes.

Cela dit, le dernier ouvrage publié par ce chercheur rigoureux ne porte pas la marque

du défaitisme et de l'aigreur (2). C'est au contraire un travail magnifiquement tonique, celui d'un homme qui sait prendre de la distance à l'égard de sa discipline et qui a l'audace de vouloir la mettre en révolution.

Pourquoi ?

Parce que les économistes posent problème. A quelques exceptions près, bien connus des lecteurs de *Royaliste*, ils enseignent tous la même chose (le catéchisme libéral) d'un bout à l'autre de la planète, répandent les mêmes erreurs et commentent de la même manière les catastrophes qu'ils produisent : si cela va mal, c'est qu'on n'est pas allé assez loin dans la réalisation du libéralisme. Comme le même raisonnement était utilisé par les économistes du « socialisme réel » il faut s'interroger sur la profession elle-même.

Chez Jacques Sapir, la mise en question est radicale : on ne chipote pas avec la taxe Tobin, on montre qu'il faut tout repenser pour tout refonder. Ce qui suppose l'abandon de la référence économique de base : la théorie de l'équilibre général énoncée par Léon Walras, maintes fois récusee mais tenue aujourd'hui pour l'indépassable vérité. Jacques Sapir ne la démolit pas : il la concasse avec une efficace allégresse qui réjouira tous ceux qui sont confrontés, dans leurs études

ou leur travail, à cette dogmatique misérable. Les autres concepts majeurs (le marché, la concurrence, la propriété, la flexibilité) sont tour à tour passés au fil de la critique et jetés aux poubelles de la scientificité.

Mais le livre ne se réduit pas à cette démolition. Au cœur de l'ouvrage, la réflexion sur la temporalité économique et celle sur la monnaie ouvrent la perspective refondatrice. Jacques Sapir ne se place pas seulement à l'intérieur de sa discipline. D'intention scientifique, l'économie doit sans aucun doute être renouvelée dans sa méthode et dans ses modèles, mais elle doit avant tout être conçue comme économie politique reconnaissant l'existence de l'autorité – au sens classique du terme. « Or, écrit Jacques Sapir, il n'est d'autorité que là où il y a légitimité, et la légitimité nous renvoie, elle, au problème de la souveraineté ». Dès lors, il est possible de concevoir une « économie décentralisée » inscrite dans un ordre démocratique et orientée par le souci de l'intérêt général.

Nous sommes là en pays de connaissance : Jacques Sapir est un économiste républicain.

Yves LANDEVENEC

(1) cf. notamment : « L'Économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique » - La Découverte, 1989 (prix franco : 89 F) ; « Le Krach russe » - La Découverte, 1998 (prix franco : 46 F).

(2) Jacques Sapir - « Les Troux noirs de la science économique, Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent » - Albin Michel, 2 000. Prix franco : 151 F.

Que signifie être Juif ?

Le livre d'Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias *Les Juifs ont-ils un avenir ?* fait des vagues. Il suscite de violentes dénégations jusque sur les plateaux de télévision et au sein de la communauté juive. Le climat actuel explique pour une part ces réactions, avec notamment l'inversion du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. Mais c'est la nature de l'ouvrage, son caractère éminemment subjectif, qui provoque l'affrontement des subjectivités qui se trouvent bousculées dans leur propre anamnèse personnelle et collective. C'est qu'il n'est pas si facile d'être Juif et d'explorer son identité juive, contrairement aux préjugés des antisémites pour qui tout est simple. Voici deux historiens, homme et femme, mariés dans la vie, spécialistes l'un de la période antique et médiévale, l'autre de la période moderne du judaïsme. L'histoire sera constamment évoquée par eux dans cette conversation passionnée où ils s'interrogent mutuellement, en tant que juifs, sur le présent, le passé et l'avenir éventuel de leur peuple. Mais leurs expériences personnelles sont différentes, du fait de leurs origines et de leur perception du fait religieux. De plus, ils sont sollicités par tout un environnement de débats tumultueux, d'expériences diverses de par le monde, en France même, et en Amérique, sans compter le problème israélien, qui à lui seul constitue une énigme sans fond. Le recours continu à l'histoire ne saurait être neutre, car il alimente sans cesse de nouveaux désaccords, et ébranle les constructions complexes des uns et des autres.

Première cause de querelle : le rapport à la shoah. Est-il vrai, comme le déplorent les auteurs, que l'identité juive n'a eu que trop tendance à ne se fonder ou à ne se reformuler que sur la mémoire sans cesse ranimée de l'horreur absolue ? On leur répond qu'ils caricaturent la réalité, et que les Juifs font la preuve d'un formidable appétit de vivre. Ce avec quoi, ils ne sont pas d'ailleurs forcément en désaccord, mais la véritable question étant celle de l'identité, ils se déclarent fondés à titiller leurs propres amis. N'y a-t-il pas danger de repli dans sa singularité de persécutés, en invoquant le caractère singulier de l'extermination. De ce seul point de vue, j'interviendrais personnellement dans le débat pour plaider quand même en faveur de la singularité dans la mesure où elle recèle un sens universel qui est moins à chercher dans une souffrance exemplaire qu'à trouver dans l'herméneutique d'une haine.

Mais alors, il faudrait se recentrer positivement sur la signification de l'être juif. La difficulté vient du fait que le Juif contemporain n'est pas forcément croyant. Aujourd'hui, affirme Esther Benbassa le Juif reste indéfinissable. Jean-Christophe Attias lui répond : « Et ce pour deux raisons. D'abord parce que lui-même a changé, qu'il ne se reconnaît plus dans une conception religieuse du judaïsme. Ensuite aussi parce que les non-juifs ont changé. Le déclin de la culture religieuse, en Occident chrétien, particulièrement en France, empêche le commun des mortels de donner au Juif,

dans une économie générale du sacré, la place qu'il pouvait avoir autrefois. » L'existence de l'État d'Israël ajoute tout son poids à la perplexité contemporaine. D'abord, le sionisme comme idéologie était d'essence laïque, et non religieuse. En cela le hassidisme si vivace en Europe centrale, et qui sera exterminé par la persécution nazie, lui était contraire. Par ailleurs, si le judaïsme constitue une part très visible de l'existence du peuple israélien, il n'en constitue pas, loin s'en faut, la totalité. Comment définir alors ce qui reste au Juif non religieux, type assez commun de l'existence juive contemporaine, pour cerner son identité. « L'éthique juive, répond Esther Benbassa, si elle existe, est la religion des Juifs ayant perdu toute religion. En somme la religion des irréligieux. Et elle a au moins le mérite d'être universaliste. Elle peut s'adresser à d'autres. Elle n'est ni abstraite, ni impraticable. » Ce judaïsme non explicitement religieux, conserve néanmoins « des aspects forts de la religion, sans la pratique pointilleuse des commandements ».

Impossible dans ces conditions à un Juif « laïque » de perdre tout rapport à la Bible et à l'histoire du peuple d'Israël, qu'il conviendra de réexaminer dans sa complexité. Nos deux interlocuteurs, qui ne sont pas des Juifs pratiquants, n'en suivent pas moins avec une attention passionnée ce qui concerne le développement actuel des relations entre judaïsme et christianisme. Historiens, ils le réfèrent à l'époque médiévale dont ils nuancent l'appréciation généralement péjorative. D'une certaine façon, le christianisme assume une part de paternité du devenir du judaïsme, par rapport auquel il n'a jamais cessé de se définir. Mais aussi le judaïsme peut-il se sentir désapproprié de lui-même. Certains « ne conservent de l'Écriture que le prophétisme et les récits, l'histoire des patriarches, et l'Exode aussi, naturellement, qui est la grande épopée de la libération. » Ainsi l'héritage biblique s'universalise, au risque de l'abandon de toutes les prescriptions multiples qui font le propre de l'observance judaïque.

Contre cette tendance se redéfinit une « orthodoxie » par rapport à laquelle nos deux historiens se montrent plutôt critiques, arguant qu'il s'agit moins d'un retour aux sources que d'une réinvention contemporaine du judaïsme. Néanmoins, il ne faudrait pas condamner unilatéralement une tendance qui ne succombe pas nécessairement au rigorisme. Certes, il y a des ultras parmi les orthodoxes, mais beaucoup « se contentent de témoigner par l'exemple de la vérité à laquelle ils adhèrent ».

Quelle impression globale tirer de cette conversation, restituée presque à l'état brut, les interlocuteurs et l'éditeur ayant renoncé à l'encadrer par des chapitres et des sous-titres ? Livrée aux lecteurs d'un seul tenant, elle les entraîne dans son propre rythme de parole partagée, ce qui les fait participer à la hantise, non dépourvue de flamme, de deux intellectuels qui puisent leurs arguments dans un passé qu'ils font revivre avec chaleur. Le judaïsme est tout un monde dont la complexité s'enracine dans une histoire qui n'appartient pas seulement aux juifs. Qu'il donne le sentiment d'être fragilisé par son affrontement avec une modernité, avec laquelle, par une autre caractéristique de lui-même, il est en complicité, ne saurait surprendre. Aussi la question : les Juifs ont-ils un avenir ? ne peut que susciter une réponse positive pour tous ceux qui ont la conviction que les Juifs portent avec eux plus qu'une tradition, et même plus qu'une morale et que leurs épreuves témoignent de leur destin singulier parmi les nations.

Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias - « Les Juifs ont-ils un avenir ? », J.-C. Lattès, prix franco : 128 F.

par Gérard Leclerc



Crumb

Figure emblématique de la bande dessinée *under-ground*, Robert Crumb dépeint, souvent avec un humour féroce, « la société marginale des années 60 et 70 ». Dénonçant les conventions sociales et mettant en évidence « la prise de conscience des minorités », il a ancré profondément son œuvre dans la culture populaire.

Si la majeure partie de ses bandes dessinées et même de ses carnets de croquis a été éditée, il existait, disséminée dans le monde entier, une multitude d'illustrations inédites : faire-part de naissance ou de mariage, cartes d'anniversaire, publicités, pochettes de disques, cartons d'invitations...

Ce sont ces œuvres de commande, quasi inconnues, étalées sur plus de trente années, exhumées des archives personnelles de l'artiste, que nous donne à découvrir ce bel ouvrage.

A la lecture, pleine de saveur de ces pages, on voit que Crumb « regrette aussi l'époque où les artistes, considérés comme des artisans et non assujettis au bon plaisir des princes pouvaient se consacrer sans frein à leur art et développer pleinement leur patte, leur manière ».

Portant un regard sans complaisance sur ce monde absurde qui l'entoure, mettant toute son âme dans la moindre vignette, Robert Crumb a construit une œuvre originale qui fait de lui un des critiques les plus virulents de la société américaine.

Michel TACK

Robert Crumb - « Miettes ». Seuil, 2001, prix franco : 220 F.

La chambre des officiers

A travers « La chambre des officiers », François Dupeyron traite avec force le thème des gueules cassées.

Un thème rare, un talent évident.

Ce n'est pas un film sur la guerre de 14 qu'a réalisé François Dupeyron. Même si les premières images -pourraient le laisser supposer. Dès le début, le spectateur sait comment cela finit : une remise de décoration dévoile un Adrien (Éric Caravaca, excellent de bout en bout) dont la face est gravement mutilée. C'est à travers un voyage au bout de l'enfer, de l'enfermement et d'une atroce solitude que le cinéaste nous entraîne. Du visage ravagé d'Adrien, ou de ce qu'il en reste, ne s'échappe plus qu'un sifflement inhumain : « ce bruit, ce bruit, je ne parlais plus ». Dans l'espace réduit qu'il peut percevoir, l'officier découvre peu à peu l'insoutenable vérité. Visage en gros plan de l'infirmière compatissante, propos gâchés du médecin militaire : « s'il souffre trop, un peu de morphine. Mais qu'il n'y prenne pas goût ! ». Jamais on ne voit la blessure : on la découvre avec l'officier à travers le regard des autres, jusqu'à ce que, dans le carreau d'une fenêtre... Oh, ce regard ! Le spectateur est à la place d'Adrien quand il entend les autres parler autour de lui. La « voix off » révèle ce qu'il ressent, ce qu'il pense.

Dans la chambre des officiers, on a décroché les miroirs. Le champ de la caméra s'élargit au fur et à mesure où Adrien commence à s'approprier une identité nouvelle. On lui parle comme à un enfant. Dans

une courte scène, morceau d'anthologie, un ministre (excellent Guy Tréjan) félicite le valeureux soldat. Dérisoire, mais au moins lui ne larmoie pas. Autour d'Adrien, des compagnons d'infortune apparaissent. Certains meurent, d'autres se suicident. Mais deux ou trois résistent, se livrant même à des plaisanteries de potaches qui réintroduisent - qui l'eut cru ? - le rire. Ils ne manquent pas d'humour, les bougres ! Et cet humour introduit dans le film un élément de respiration bienvenu. Mais il faut redécouvrir et affronter les autres, les gens « normaux ». Et d'abord les proches. Puis oser affronter la rue, sortir de l'anonymat protecteur de la chambre. Dès lors commence la lente reconstruction d'un être plus encore meurtri psychologiquement que physiquement. François Dupeyron fait preuve d'une terrible délicatesse, d'une justesse de ton dans des situations où chaque personnage est sur la corde raide.

Que reste-t-il d'humanité quand on n'a plus l'aspect d'un homme ? Il faut aller chercher au plus profond de soi les ressources qui permettent d'aller au-delà de l'image. C'est vrai pour la victime, comme pour ceux qui l'entourent. C'est ce que nous dit avec force et pudeur François Dupeyron. « La chambre des officiers », ou le regard des autres. Un film « coup de poing », sans concession. A voir.

Alain SOLARI

Climat

Le réchauffement climatique est l'une des grandes questions qui occuperont le siècle commençant. Pourtant, pour le citoyen de base non formé aux problèmes scientifiques, le phénomène se révèle difficilement abordable de manière claire.

Aussi ce petit livre, reprise d'articles publiés dans *Le Monde* de 1998 à 2000 s'avère-t-il très utile pour appréhender le sujet.

Présenté sous trois courtes parties, il expose les données du problème. On s'aperçoit alors que celles-ci sont plus complexes qu'il n'y paraît au premier abord et que, si la communauté scientifique s'accorde à reconnaître le phénomène, ses conséquences prévisibles demeurent assez floues. Le mérite de l'ouvrage étant d'exposer au lecteur-citoyen non familiarisé avec ce type de question les éléments du débat et les questions qu'il soulève.

Recommandons la lecture de ce court livre aux curieux que préoccupent cette angoissante question, mais n'étant point des spécialistes ni même des habitués de ce type de débat.

Le recueil se conclut par une note plus polémique, trois écrivains de notoriété mondiale nous livrant leur vision du phénomène. Pessimiste et dénonçant notre incapacité à modifier nos modes de vie pour l'intérêt général.

Bruno DIAZ

Le Monde - « Coup de chaud sur la planète » les dérèglements climatiques ». Libro, prix franco : 15 F.

CALENDRIER

Le livre de Sylvie Fernoy et de Bertrand Renouvin, « Le Krach de l'euro » est disponible au prix de 90 F franco.

D'ores et déjà un certain nombre de réunions pour le lancement du livre sont programmées :

Bertrand Renouvin sera à
- BORDEAUX, le 16 novembre,
- TOULOUSE, le 23 novembre,
- TULLE, le 2 décembre,
- ANGERS, le 6 décembre,
- NANTES, le 7 décembre,
- RENNES, le 14 décembre.

Les personnes qui souhaiteraient organiser des réunions de présentation sont invitées à prendre contact d'urgence en téléphonant au journal.

CONGRÈS

Le Congrès de la NAR aura lieu le dimanche 14 avril. Rappelons que le Congrès rassemble les membres du Comité directeur, ceux du Conseil national ainsi que des cadres du mouvement désignés par le Conseil national. Les thèmes retenus pour le congrès de cette année sont « Le système d'enseignement : quelles orientations choisir ? » et « Réflexion sur la fonction présidentielle ». Tous les adhérents sont invités à participer aux travaux préparatoires du Congrès et en particulier à ceux de la Commission Nationale du Projet qui se réunira le 13 avril.

ERRATUM

Notre précédente livraison de *Royaliste* (n° 780) était datée d'une manière erronée. Il fallait lire « du 29 octobre au 11 novembre ».

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

ABONNEMENT

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse mél et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ».

Un simple message (royaliste@multimania.com) à notre intention suffira.

• Communiquez-nous également les adresses mél de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

• Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

• Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

• Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1999 (sauf 1979).

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

• Mercredi 14 novembre : A la fois proche de nous par tous les liens affectifs qui demeurent, et lointain car il est sur un autre continent et procède d'une autre culture, le Maroc est un pays qui suscite réflexions et commentaires pas toujours pertinents. La surprise des médias devant la transition tranquille qui s'est faite à la mort du roi Hassan II en est une illustration. Nous avons demandé au professeur Bernard CUBERTAFOND, spécialiste de droit constitutionnel et collaborateur de l'Institut Maghreb Europe, de venir nous présenter son livre « La vie politique au Maroc ». Cette réflexion sur la monarchie atypique qu'est le royaume chérifien nous aidera à mieux comprendre la démarche du jeune roi actuel et comment elle concilie harmonieusement tradition et modernité.

• Mercredi 21 novembre : Les articles que notre collaborateur Yves LA MARCK a consacrés aux États-Unis depuis l'élection de George W. Bush nous ont permis de bien

comprendre la ligne de conduite militaire et diplomatique suivie par le nouveau gouvernement, avant et après les attentats du 11 septembre. Nous lui avons demandé d'approfondir encore ses analyses et d'aller plus loin dans ses anticipations par un exposé sur « La guerre d'Afghanistan et la nouvelle donne internationale ». Yves La Marck ouvrira ainsi un large débat, au cours duquel l'attitude des dirigeants français et de leurs partenaires européens seront examinés.

• Mercredi 28 novembre : A quelques semaines du « passage à l'euro », comment peut-on annoncer l'échec de ce qui paraît être une fatalité ? Bertrand RENOUVIN et Sylvie FERNOY ont repris toute la question monétaire et refait l'histoire de cette prétendue « monnaie unique » pour étayer une conviction déjà ancienne : « L'euro, ni fait ni à faire ». Sous l'absurdité d'une monnaie sans État souverain, se cache la violence d'une arme monétaire qui est conçue comme instrument de la guerre sociale menée par des groupes d'intérêts financiers. La réflexion sur le fond et la critique sociale ouvriront sur une discussion qui permettra d'envisager les moyens de lutte contre la fausse fatalité de l'euro.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'épreuve du pouvoir

Sans perdre de vue la conjoncture, continuons à réfléchir au-delà des événements car c'est en visant le long terme qu'on bouleverse les réalités présentes. Aussi voudrais-je reprendre les remarques faites il y a un mois au point où je les avais laissées. *Quand le roi est de retour*, disais-je, *ce n'est qu'un commencement* (1).

De fait, ce commencement est à tous égards problématique pour tous les véritables hommes d'État, qu'ils soient ou non l'incarnation d'une dynastie nationale. Pour Charles de Gaulle, pour Mohammed VI, pour Siméon II, chef du gouvernement bulgare, le pouvoir est une épreuve, vécue dans le risque permanent de la tragédie. Il en serait de même en France, si le suffrage universel désignait à la charge suprême un républicain intègre, voué au service de la nation. Qu'il s'agisse d'opérer un redressement in extremis, d'accomplir les révolutions nécessaires ou de présider à un développement harmonieux, un grand politique agit toujours sous la menace de l'échec – même s'il bénéficie d'institutions solides, d'une majorité confortable et de la faveur de l'opinion.

Que peut-il donc lui manquer ? La rude dialectique des forces politiques. La dynamique des conflits entre groupes sociaux.

Nous mettons en valeur le principe d'arbitrage. Encore faut-il avoir matière à arbitrer, ce qui suppose des divergences d'intérêts et des antagonismes, non l'unanimité mollement remuée par des sermons doloristes. La solitude d'un chef d'État est avant tout politique. Il vit seul l'instant crucial et crucifiant de la

décision. Mais il peut être sans cesse rejeté dans « l'exercice solitaire du pouvoir » s'il n'y a plus de jeu politique et social.

La question n'est pas théorique. Le général de Gaulle accomplit son œuvre institutionnelle, diplomatique et militaire parce qu'il bénéficie d'un soutien populaire exprimé par référendum, d'un rassemblement organisé et d'une vie partisane qui lui permet de s'appuyer sur diverses forces (y compris le parti communiste)



sans en être l'otage. Mais le jeu social est trop déséquilibré – à cause de la faiblesse numérique des gaullistes de gauche – pour que le général puisse réaliser la participation. L'échec économique et social de François Mitterrand, et ses timidités en politique étrangère, s'expliquent aussi par la médiocrité des dirigeants socialistes, le déclin du parti communiste et la déroute syndicale.

Ces observations, qui appelleraient mille nuances et précisions, sont faites pour souligner la gravité du problème concret posé aux politiques dans diverses nations : un homme d'État qui est porté au pouvoir par une heureuse conjoncture électorale

est en danger s'il ne trouve d'autre appui que les enquêtes d'opinion. Tel est le cas dans la plupart des démocraties européennes – mais pas au Maroc où le roi est au centre de structures souples et complexes d'une infinie subtilité. Sur notre continent, un dirigeant politique qui argue d'une victoire électorale (souvent due à un rejet) et de « bons sondages » reste seul face aux puissances de l'heure – le gouvernement américain, le FMI, les groupes financiers, les organisations criminelles...

Faut-il désespérer ? Non. Mais il faut engager un débat sans concession sur la hiérarchie des enjeux. Par exemple, la contestation de la globalisation ultra-libérale est importante – nous y appelons volontiers – mais ce n'est pas le contre-sommet de l'OMC à Beyrouth ni la participation de la *jet set* écolo-libérale à la réunion de Doha qui donneront aux chefs d'État et de gouvernement de l'Est européen les moyens de protéger les peuples de la maladie, du froid et de la faim.

L'internationalisme est une exigence, mais il doit être organisé, stricto sensu, sur le mode de la coopération entre les nations. La restauration de l'autorité de l'État nous importe, mais la rénovation intellectuelle et la réorganisation des partis politiques dans chaque nation est une tâche inentamée, d'une extrême urgence si nous ne voulons pas que les pesanteurs sociales ruinent à nouveau les plus belles espérances. Le problème de la souveraineté est essentiel, mais sa résolution est inutile si les hommes d'État n'ont pas les moyens de leur politique. Il faut donc que les citoyens s'organisent, ce qui ne va pas sans difficultés ni dangers...

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial du numéro 779 : « Solitude des rois ».